

# Communiqué de presse

Nouvelle plateforme action climat et transition énergétique

## Un affront à l'encontre des syndicats et de la société civile

Le communiqué de presse qui a fait suite au Conseil de gouvernement du 29 septembre indique que les « ministres réunis en conseil ont marqué leur accord avec la composition de la **plateforme pour l'action climat et la transition énergétique** ». A priori, cette annonce devait être la bienvenue, puisque les syndicats ont toujours souligné l'importance que la transition écologique soit accompagnée par un dialogue social structuré au niveau national, pour trouver des accords sur les priorités en matière d'investissements vers une économie bas carbone et en même temps empêcher que cette transition entraîne de nouvelles fractures sociales et s'accompagne de pertes d'emploi massives.

Néanmoins, après la réception (par la seule Chambre des Salariés) de l'invitation à une première réunion, qui est déjà prévue le 11 octobre, les syndicats nationalement représentatifs CGFP, LCGB et OGBL s'étonnent fortement de la composition retenue. En effet, le nouvel organisme comportera 3 représentants du gouvernement, 3 des communes, **7 des employeurs** (subdivisés en « entreprises » et « investisseurs »), **2 de la Chambre des Salariés**, 3 des ONG affiliées à Votum Klima, 1 de Youth for Climate et 1 de la Conférence nationale des élèves.

Les syndicats nationalement représentatifs ne seraient donc pas représentés en tant que tels, mais uniquement par le biais de la CSL. Le gouvernement semble par ailleurs oublier qu'il existe aussi une Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Est-ce que ces derniers ne seraient pas concernés par le changement climatique?

Si on peut saluer l'extension aux organisations de jeunesse, la CGFP, le LCGB et l'OGBL ne peuvent que marquer leur désaccord face à ce déséquilibre manifeste de la représentation des organisations patronales par rapport au salariat et à la société civile... et même par rapport aux pouvoirs publics! Il faut rappeler que dans le groupe « Partenariat climat » qui fonctionnait en 2010-11 sur l'initiative du ministre de l'Environnement de l'époque, Marco Schank, les différents grands ensembles – patronat, syndicats, ONG – étaient représentés de manière paritaire, avec 4 représentants chacun. Et même au-delà, la surreprésentation manifeste des employeurs par rapport au groupe salarial constitue en quelque sorte une mise en question du principe d'une représentation équilibrée entre capital et travail au niveau du dialogue social national.

Il semble que le gouvernement actuel considère que les intérêts des entreprises et des détenteurs du capital priment sur ceux des centaines de milliers de salariés, de pensionnés et de ceux de leurs familles qui sont représentés par leurs Chambres professionnelles et par leurs syndicats. Comme si ces derniers étaient moins concernés par la crise climatique et la transition écologique!



# Communiqué de presse

La même chose vaut pour les organisations de la société civile et actives dans le domaine de l'environnement, qui sont tout autant sous-représentées dans la nouvelle plateforme. Après discussion avec ces organisations, il s'avère par ailleurs que le gouvernement a décidé la mise en place de la nouvelle plateforme sans la moindre concertation avec les acteurs concernés.

En outre, beaucoup de choses ne sont pas claires par rapport aux objectifs, aux moyens et au fonctionnement de la nouvelle plateforme. Sans une révision de la composition et sans une clarification de ces points, le côté salarial ne participera pas aux travaux de la nouvelle plateforme instituée, mais continuera à développer la coopération avec les organisations de la société civile et des jeunes actifs dans le domaine de la lutte contre la crise climatique.

**Communiqué par la CGFP, le LCGB et l'OGBL le 11 octobre 2021**

